

Lundi 19 décembre 2011

numéro 514

La Lettre format PDF

L'application EUScope



La Fondation sur





Toute l'équipe de la Lettre vous souhaite d'heureuses fêtes de fin d'année. Elle vous remercie de votre fidélité et vous donne rendez-vous le 9 janvier 2012.

Où va l'Espagne? Réflexions sur la victoire électorale du Parti populaire



Pour le nouveau gouvernement espagnol, le strict respect des engagements pris auprès de l'Union européenne constituera une priorité absolue. Des engagements qui pourront, de surcroît, difficilement être contestés par le parti qui soutenait le gouvernement qui les a adoptés, et qui à présent sera à la tête de l'opposition parlementaire. Le prochain exécutif pourra l'affronter en disposant, en outre, de l'appui des majorités conquises par le Parti Populaire au niveau municipal et dans les Communautés Autonomes, lors des élections locales et régionales de mai dernier Lire la suite

A la une !: Dons - Bulgarie Election : Finlande Crise financière : Espagne -Finlande - France - Grèce - Hongrie - Irlande - Italie - Lettonie - Pays-Bas -Royaume-Uni Conseil européen : UE-Russie - Traité Commission : Succession Parlement: Travailleurs immigrés - Consommation - Criminalité - ITER Conseil: Transports - Justice/Intérieur - Commerce - Agriculture/Pêche -Humanitaire Cour des comptes : Aides d'Etat Diplomatie : Biélorussie - SEAE Merkel/Bundestag Espagne: Parlement Allemagne: A. Hongrie: Banque République Tchèque : Vaclav Havel Royaume-Uni : Débat/UE Ukraine : Sommet inutile Suisse: Présidence OMC: Agrandissement Eurostat: Emploi - Inflation -Commerce extérieur - PIB Etudes/Rapports : Intégration/UE - Avenir/UE - Emploi -BCE Publications: Citoyenneté - Atlas Culture: Jeunesse - Expo/Paris -Expo/Vienne - Expo/Rome - Expo/Munich

Agenda | Autres versions | Contact

A la une!:

La Fondation a besoin de votre soutien



Reconnue d'utilité publique par décret du 18 février 1992, paru au Journal Officiel le 21 février 1992, la Fondation Robert Schuman peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises. Les contribuables bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable (art. 200-3 C.G.I.). Les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à

l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60% pris dans la limite

de 0,5% du chiffre d'affaires (art. 238 bis 2 C.G.I.). Les particuliers assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune peuvent, dans la limite de 50 000 euro, déduire 75% du montant de leur don (art. 885-0 V bis A C.G.I.). Vous pouvez faire un don sécurisé en ligne sur le site de la Fondation... Lire la suite

2e anniversaire du traité de Lisbonne



Le 19 décembre, le président de la Fondation Jean-Dominique Giuliani participe à l'Assemblée nationale bulgare à un débat à l'occasion du 2e anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Il intervient sur la crise financière, et notamment les solutions qu'il faudrait apporter. Le jour même, l'Assemblée lance une campagne

d'information et de communication dédiée aux questions européennes... Lire la suite

Election:

Election présidentielle en Finlande



Le 22 janvier prochain, soit le troisième dimanche de janvier comme le veut la tradition, plus de 4,4 millions de Finlandais sont appelés aux urnes pour désigner le successeur de Tarja Halonen à la présidence de la République. La chef de l'Etat sortante, élue la première fois le 6 février 2000, ne peut pas se représenter. Le chef de l'Etat finlandais

est élu pour un mandat de 6 ans. 8 personnes sont candidates : Sauli Niinistö, candidat du Rassemblement conservateur (KOK), ancien ministre de la Justice (1995-1996) et des Finances (1996-2003); Paavo Väyrynen, candidat du Parti du centre (KESK) ; Paavo Lipponen, candidat du Parti social-démocrate, ancien Premier ministre en 1995 ; Timo Soini, leader des Vrais Finlandais (PS) ; Pekka Haavisto, candidat des Verts (VIHR), ancien ministre de l'Environnement (1995-1999) ; Sari Essayah, candidate du Parti démocrate-chrétien (SKL), députée européenne depuis 2009 ; Paavo Arhinmäki, candidat de l'Alliance des gauches (VAS) dont il est le président depuis 2009 ; Eva Biaudet, candidate du Parti du peuple suédois (SFP)... Lire la suite

Crise financière :

la dette espagnole en hausse



La dette publique de l'Espagne représentait au 3e trimestre 66% du PIB alors qu'elle s'élevait à 58,7% du PIB il y a un an, selon des chiffres publiés le 16 décembre par la Banque d'Espagne. Le niveau de la dette espagnole est ainsi au-dessus de la limite fixée à 60% par le

Pacte de stabilité et de croissance de l'UE, mais reste bien en-dessous de la moyenne européenne qui était de 85,1% en 2010. Le gouvernement prévoit pour fin 2011 une dette à 67,2% du PIB, et son objectif est de la maintenir sous 70% jusqu'en 2014... Lire la suite

Finlande : le gouvernement obtient la confiance du Parlement



Le gouvernement finlandais de Jyrki Katainen a obtenu le 14 décembre la confiance du Parlement avec 116 voix sur sa façon de gérer la crise de la dette. Le vote de confiance a conclu un débat tendu sur la crise de l'euro initié la veille par le Parti des Finlandais, dont le président

Timo Soini a accusé le gouvernement d'abandonner la souveraineté finlandaise à l'euro et lui a demandé de se préparer à la fin de la monnaie unique. Le Parti du centre a déclaré qu'il ne souhaitait pas le démantèlement de la zone euro, mais qu'il ne voulait pas non plus sauver la monnaie européenne "à tout prix"... Lire la suite

La France devrait connaître une brève récession fin 2011 et début 2012



Selon une note publiée le 15 décembre par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), la France devrait connaître une brève récession au 4e trimestre 2011 et au 1er trimestre 2012. Il sera "difficile" d'atteindre l'an prochain la prévision de 1% de croissance. L'activité économique redémarrera faiblement au 2e

trimestre mais l'acquis de croissance pour 2012 sera fin juin de 0%... Lire la suite

Grèce: l'économie se contracte et le chômage s'envole



Le déficit budgétaire de la Grèce a continué de s'accroître au mois de novembre, a annoncé le ministère des Finances grec le 12 décembre. Le déficit budgétaire pour la période de janvier à novembre s'élève à 20,52 milliards d'euros, selon les estimations. Il s'agirait d'une augmentation de 5,2% comparée à l'année précédente. La Grèce

pourrait être contrainte de prendre des mesures d'austérité supplémentaires pour atteindre ses objectifs budgétaires pour l'année 2011. La dégradation de la situation des finances publiques est notamment due à la chute des recettes La contraction de l'économie en Grèce va dépasser 5,5% du PIB en 2011, le pays est plongé dans "la récession la plus profonde", a indiqué le 14 décembre le Premier ministre grec Lucas Papademos. Le taux de chômage a continué à empirer au 3e trimestre, à 17,7% contre 12,4% un an plus tôt et 16,3% au 2e trimestre, a indiqué l'Autorité des statistiques grecques (Esa), selon laquelle plus d'un tiers des jeunes est privé d'emploi... Lire la suite

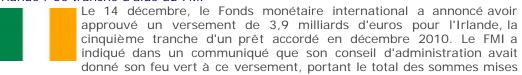
Le Premier ministre hongrois annonce une année 2012 difficile



Dans un entretien à la télévision, le premier ministre hongrois Viktor Orban a déclaré que la Hongrie devait revoir ses prévisions de croissance à la baisse. Le taux de croissance pour l'année 2012 est estimé à "0,5%, voire moins", a-t-il précisé. La Hongrie, qui n'est pas membre de la zone euro, est très dépendante de ses exportations vers

la zone monétaire, et notamment vis-à-vis de l'Allemagne. Le pays souffre particulièrement du ralentissement de l'activité économique dans la zone euro. Suite à la hausse considérable des taux obligatoires, la Hongrie a demandé une aide au FMI fin novembre. Une délégation du FMI s'est rendue à Budapest entre le 13 et le 16 décembre "pour discuter des dernières évolutions en matière budgétaire"... Lire la suite

Irlande: 5e tranche d'aide du FMI



à la disposition de Dublin à 13,1 milliards d'euros. L'Irlande avait obtenu il y a un an un plan de sauvetage de 85 milliards d'euros sur trois ans, alimenté par le FMI à hauteur de 22,5 milliards d'euros... Lire la suite

"Sauver l'Italie"



Le 15 décembre, le Parlement italien a donné sa confiance au gouvernement en approuvant le décret-loi du 6 décembre "Sauver l'Italie" comportant des dispositions urgentes pour la croissance, l'équité et l'assainissement des finances publiques. Le Premier ministre italien Mario Monti avait le 13 décembre défendu son plan d'austérité

de 33 milliards d'euros devant une commission parlementaire, soulignant que l'Italie était en état d'"urgence économique". La cure de rigueur approuvée par le gouvernement prévoit notamment une hausse des taxes sur la propriété immobilière et des réductions des pensions de retraite et des dépenses publiques. M. Monti a reconnu que ces mesures risquaient de freiner la demande intérieure, mais a assuré que "l'ensemble du plan était juste"... Lire la suite

Lettonie : adoption du budget d'austérité pour 2012



Le Parlement letton a adopté le 15 décembre un budget d'austérité pour 2012 qui table sur une augmentation du Produit intérieur brut (PIB) de 2,5% l'an prochain, contre plus de 4,5% attendus cette année. Approuvée par 56 députés contre 42, la loi de finances pour 2012 prévoit un déficit des finances publiques de 2,5% du PIB, avec

les dépenses de l'Etat réduites à 5,45 milliards de lats (7,75 milliards d'euros) et les recettes à 5,57 milliards de lats. "C'est un signal positif concernant la discipline budgétaire de la Lettonie et ses perspectives pour l'avenir", a déclaré le Premier ministre letton Valdis Dombrovskis... Lire la suite

L'économie néerlandaise en récession



Selon les chiffres publiés par le Bureau central du plan (CPB), l'économie néerlandaise est en récession. Le CPB prévoit une contraction de 0,5% du PIB des Pays-Bas en 2012. Le Bureau explique cette récession par la baisse du commerce mondial et de la confiance des consommateurs. Le CPB a estimé que le gouvernement néerlandais

réussirait à réduire son déficit public, en l'établissant à 4,1% du PIB en 2012, contre 4,6% en 2011. Les mesures mises en place par le gouvernement pour réduire le déficit sont à l'origine de cette récession. Selon le CPB, les perspectives pour l'année 2012 sont "dépendantes de la crise européenne"... Lire la suite

Chômage en hausse au Royaume-Uni



Le nombre de chômeurs britanniques a atteint fin octobre un nouveau record depuis 17 ans, à 2,64 millions, malgré un taux global inchangé à 8,3%, selon des chiffres officiels publiés le 14 décembre. Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a augmenté de 128 000, alors que le chômage des 16-24 ans poursuit sa progression au-delà de la

barre symbolique du million. Le nombre d'emplois publics a chuté de 67 000 durant l'été dans le cadre du plan d'austérité mis en oeuvre par le gouvernement du Premier ministre David Cameron. Selon les dernières projections officielles, ce plan devrait se traduire au final par la perte de 700 000 postes en six ans dans le secteur public... Lire la suite

Conseil européen :

28ème sommet UE-Russie



Les Présidents du Conseil européen et de la Commission européenne, Herman Van Rompuy et José Manuel Barroso, et le president russe Dmitri Medvedev se sont retrouvés le 15 décembre à l'occasion du 28ème sommet UE-Russie. Sur la question des visas, l'Union européenne et la Russie se sont entendues sur une coopération renforcée. Celle-ci devrait permettre aux ressortissants européens et

russes de se rendre sans visa en Russie et dans tous les pays de l'espace Schengen pour des séjours de courte durée. L'UE s'est dit prête à soutenir l'adhésion de la Russie à l'OMC prévue pour 2012. Des sujets sensibles tels que la répression en Syrie et le programme nucléaire de l'Iran ont été discutés. Sur la crise de la zone euro, le Président russe est prêt à fournir une aide qui pourrait être attribuée conjointement avec d'autres pays via le FMI Elle pourrait aller jusqu'à 20 millions \$... Lire la suite

Projet de traité européen



Le texte, qui reprend largement les conclusions du dernier Conseil européen du 9 décembre, offre de nouvelles compétences à la Commission européenne, des prérogatives qui étaient sous le seul contrôle des Etats membres de la zone euro : "Dès que la Commission aura établi qu'un Etat membre enfreint la règle du plafond des 3%

(...). Des mesures et des sanctions, proposées ou recommandées par la Commission seront adoptées, à moins que les Etats membres de la zone euro ne s'y opposent à la majorité qualifiée". Par ailleurs le Traité comprend une interdiction générale des aides d'Etat et dans le domaine budgétaire les Etats membres devront communiquer à Bruxelles, au printemps les grandes lignes de leur projet de budget. Les principaux axes sont donc : une architecture renforcée pour l'Union économique et monétaire (pacte budgétaire et renforcement de la coordination des politiques et de la gouvernance), et un renforcement des outils de stabilisation... Lire la suite

Commission:

Proposition pour les droits de succession transfrontaliers



La Commission européenne s'attaque aux problèmes liés aux droits de succession transfrontaliers, a annoncé le commissaire chargé de la fiscalité Algirdas Šemeta le 15 décembre. Selon la Commission, "les citoyens de l'Union européenne qui héritent d'une propriété étrangère

doivent souvent acquitter des taxes dans plus d'un État membre". Dans certains cas, ces héritiers sont contraints de vendre leur héritage pour pouvoir payer ces taxes. Ce phénomène touche particulièrement les petites entreprises. La Commission ne vise pas à harmoniser les règles applicables au niveau national, mais recommande "une application plus large et plus flexible des mesures nationales visant à éviter la double imposition". La Commission suivra la prise en compte de ses recommandations par les Etats membres. Un premier rapport d'évaluation sera publié dans trois ans... Lire la suite

Parlement:

Un permis unique résidence/travail pour les travailleurs immigrés dans l'UE



Le 13 décembre, le Parlement européen a adopté un nouveau "permis unique" qui permettra aux travailleurs immigrés établis légalement dans l'Union européenne de disposer de droits renforcés et harmonisés dans les Etats membres en matière de conditions de travail, de sécurité sociale et d'accès aux services publics. La directive prévoit

également de simplifier les formalités administratives avec l'obtention, via une procédure unique, d'un permis de travail et de résidence. Les Etats membres ont deux ans pour adapter leur législation aux nouvelles règles... Lire la suite

Nouveaux étiquetages pour les jus de fruits



Le 14 décembre, le Parlement européen a approuvé de nouvelles règles d'étiquetage pour les jus de fruits et les nectars ainsi que des produits similaires destinés à la consommation. Afin de soutenir le consommateur dans son acte d'achat, les députés ont souhaité que des informations précises soient apportées sur les emballages telles que la

différence entre un "jus" et un "nectar". Les règles visent également à empêcher que des appellations susceptibles d'être trompeuses soient données aux mélanges de jus de fruits et à prévenir des allégations "sans sucres ajoutés"... Lire la suite

Protection européenne pour les victimes de crimes



Les députés européens ont voté en séance plénière à Strasbourg le 13 décembre le rapport de Teresa Jiménez-Becerril Barrio relatif à la décision de protection européenne. Ce principe permettra à toute personne protégée par le droit pénal dans un État de l'Union européenne de bénéficier d'une protection similaire lorsqu'elle se rend dans un autre État membre. A titre illustratif, les victimes de violences,

de violence sexiste, de harcèlement, d'enlèvement, de traque ou de tentative de meurtre sont concernées. Le conseil de l'Union européenne doit désormais valider le texte qui devrait être transposé dans les Etats membres d'ici 3 ans... Lire la suite

Financement ITER



La Commission des budgets du Parlement européen a approuvé l'accord avec le Conseil afin d'augmenter le financement du projet ITER de 1,3 milliard d'euros en 2012-2013. Cependant, le futur financier d'ITER est l'objet d'inquiétudes, le groupe des Verts estimant qu'aucun financement public ne devrait soutenir l'énergie nucléaire, et six pays (dont l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni) ayant réclamé

davantage de garanties pour l'avenir... Lire la suite

Conseil:

Vers un espace ferroviaire unique européen



Les 27 ministres des Transports et des Télécommunications ont le 12 décembre conclu un accord sur le projet de directive établissant un espace commun du rail afin de simplifier, clarifier et moderniser les règles actuellement en vigueur, et parachever ainsi le marché unique

dans le secteur ferroviaire. Au niveau du transport routier, les ministres ont décidé de renforcer la lutte contre la fraude en actualisant le règlement sur les tachygraphes installés à bord des véhicules. Enfin, pour le transport maritime, ils ont dégagé une position commune pour la refonte du règlement sur les navires à double

coque et la directive sur la formation minimale des marins. Dans le domaine des télécommunications, ils ont adopté des conclusions pour garantir un internet ouvert et neutre à l'échelle européenne, ainsi qu'une décision établissant un programme d'harmonisation de l'utilisation du spectre des radiofréquences, qui devrait être adopté par le Parlement en février 2012... Lire la suite

Feu vert pour le nouvel accord UE-USA sur les données des passagers aériens



Les 13 et 14 décembre, les ministres de la Justice et de l'Intérieur ont accepté la signature de l'accord avec les Etats-Unis autorisant la transmission des données des passagers de vols aériens. Ils n'ont pas réussi à se mettre d'accord pour autoriser l'accession de la Roumanie et de la Bulgarie à l'espace Schengen ; ils ont examiné, avec leurs homologues d'Islande, du Liechtenstein, de Norvège et de Suisse, les

moyens d'améliorer le Système d'information Schengen (SIS II) et de combattre la criminalité itinérante transfrontalière... Lire la suite

Adhésion de la Russie et des îles Samoa à l'OMC



Le Conseil Affaires étrangères qui a eu lieu le 14 décembre s'est concentré sur les questions commerciales. Les 27 ministres ont approuvé l'adhésion de la Russie et des îles Samoa à l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que l'élaboration d'un traitement préférentiel pour les services venant des pays les moins développés,

toujours dans le cadre de cette organisation internationale. Par ailleurs, ils ont donné leur accord à la Commission européenne pour que celle-ci engage des négociations en vue de la conclusion d'accords globaux de libre échange avec l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie... Lire la suite

Les ministres s'accordent sur les quotas de pêche pour 2012



Les 15 et 16 décembre, les 27 ministres de l'Agriculture et de la pêche sont parvenus à un accord concernant les quotas de pêche pour 2012. Les ministres ont par ailleurs nsisté sur l'importance de promouvoir la politique agricole commune pour renforcer la compétitivité du secteur agricole et agroalimentaire de l'UE... Lire la suite

Aide aux plus démunis



Grâce à un accord politique dégagé par le Conseil le 15 décembre, le programme d'aide alimentaire aux personnes les plus démunies sera prolongé pour deux ans, en 2012 et 2013. Le projet, d'un montant de 500 millions d'euros annuels, doit venir en aide à plus de 18 millions de personnes. Il s'inscrit dans le cadre de la Politique agricole

commune, et doit notamment permettre aux organisations caritatives d'avoir les ressources financières et logistiques pour acquérir les denrées nécessaires... Lire la suite

Cour des comptes :

Rapport sur les aides d'Etat



Le 15 décembre, la Cour des comptes européenne a publié un rapport consacré aux moyens mis en oeuvre par la Commission européenne pour contrôler la légalité et l'efficacité des aides d'Etat. La Cour explique que les procédures sont trop longues, même si la Commission a réagi rapidement pendant la crise, et demande davantage de transparence dans ses décisions. Par ailleurs, elle estime que l'étude

d'impact de ces aides pourrait encore être améliorée... Lire la suite

Diplomatie:

Le Conseil renforce les sanctions à l'encontre de la Biélorussie

Le 16 décembre, le Conseil a renforcé les sanctions à l'encontre du régime biélorusse d'Alexandre Loukachenko. Deux personnes responsables de la condamnation du défenseur des droits de l'homme

Ales Beliatski ont été ajoutées à la liste des personnes ne pouvant plus entrer sur le territoire de l'UE. La liste comprend désormais 210

personnes. Le Conseil a également décidé de maintenir les sanctions infligées à plusieurs entreprises proche du régime, dont BelTechExport, une des principales entreprises d'armement biélorusse. L'embargo sur les exportations européennes de matériaux susceptibles d'être utilisés pour la répression interne est également maintenu. Dans une déclaration commune du 18 décembre, la Haute représentante de l'Union européenne Catherine Asthon et la Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton rappellent l'endurcissement de la répression en Biélorussie qui a commencé il y un an suite à l'élection présidentielle. Elles demandent la libération immédiate de tous les prisonniers politiques... Lire la suite

Le Service européen d'action extérieur amélioré ?



Berlin, Paris, Varsovie et neuf autres capitales demandent au chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, qu'elle améliore le service diplomatique européen, souvent critiqué pour son manque d'initiative et d'organisation. La mise en place du Service européen d'action extérieure (SEAE), lancé en décembre 2010, "est un processus

complexe qui a besoin de temps", reconnaissent ces pays dans un document commun. Ils proposent notamment d'améliorer la préparation des réunions mensuelles des ministres européens des Affaires étrangères en "optimisant davantage l'identification des priorités politiques" ou s'interrogent pour savoir si le service a "la bonne structure" pour une coopération efficace avec les services de la Commission européenne... Lire la suite

Allemagne:

Discours sur la "nouvelle Europe" par Angela Merkel



Le 14 décembre, la chancelière allemande Angela Merkel a exposé les décisions du dernier Conseil européen du 9 décembre aux députés du Bundestag. L'Europe a posé des "jalons majeurs" en vue de créer une union budgétaire, a-t-elle souligné. Un processus est engagé qui doit

lui permettre de sortir renforcée de la crise des dettes souveraines. "Une nouvelle Europe de la stabilité, de la solidarité et de la confiance" est en train de naître, a-t-elle déclaré... Lire la suite

Espagne:

Jesus Posada élu président du Congrès et Pio Garcia-Escudero à la tête du Sénat



Deux fidèles du futur chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy ont été élus le 13 décembre à la tête des deux chambres du Parlement. Jesus Posada, 66 ans, a été élu président du Congrès, la chambre basse et Pio Garcia-Escudero, 59 ans, à la tête du Sénat. Le

gouvernement issu du Parti populaire (PP), vainqueur des élections du 20 novembre, doit être formé le 22 décembre, après l'investiture le 21 du nouveau Premier ministre... Lire la suite

Hongrie:

L'indépendance de la Banque centrale hongroise menacée



Le 15 décembre, le FMI, l'UE et la Banque centrale européenne ont exprimé leur préoccupation au gouvernement hongrois à propos d'un nouveau projet de réforme de la Banque centrale nationale qui menacerait son indépendance. Le texte prévoit de retirer au gouverneur de la Banque centrale hongroise la prérogative de choisir ses deux adjoints, au profit du chef du gouvernement. Par ailleurs, il

préconise l'élargissement du conseil monétaire, qui décide tous les mois de la politique de taux d'intérêt, de sept à neuf personnes, augmentant ainsi de quatre à six le nombre des membres extérieurs nommés par le parlement. Pour le gouverneur de la Banque centrale hongroise Andras Simor, le projet s'apparente à une prise de pouvoir de la banque centrale par le gouvernement. La Commission européenne "a décidé, en coordination étroite avec le FMI, d'interrompre la mission préparatoire",

Elle est préoccupée "par l'intention des autorités hongroises de pousser à l'adoption de lois qui peuvent potentiellement saper l'indépendance de la banque centrale"... Lire la suite

République Tchèque :

Vaclav Havel s'est éteint le 18 décembre 2011



Vaclav Havel, icône de la "Révolution de velours" à Prague en 1989 et président tchécoslovaque puis tchèque de 1989 à 2003, s'est éteint le 18 décembre à l'aube après avoir souffert de multiples problèmes de santé dus à son emprisonnement sous l'ex-régime communiste... Lire la suite

Royaume-Uni:

Débat houleux au Parlement



Le Premier ministre britannique conservateur David Cameron a défendu le 12 décembre devant la chambre des Communes son veto contre un nouveau traité européen affirmant qu'il était avant tout de son devoir de demander des garanties pour son pays, mais l'absence de son vice-Premier ministre libéral-démocrate Nick Clegg a marqué le

fossé dans la coalition au pouvoir. "La Grande-Bretagne reste membre à part entière de l'UE et les événements de la semaine dernière ne changent rien à cela (...) Nous sommes dans l'UE et nous voulons y rester." a déclaré D.Cameron, ajoutant cependant "La bonne réponse à donner, c'était 'pas de traité'. Ça n'a pas été chose facile mais c'était la bonne chose à faire"... Lire la suite

Ukraine:

Mauvais timing pour le sommet UE-Ukraine



Quel besoin y avait-il de tenir maintenant le sommet UE- Ukraine alors que les relations entre les deux parties sont loin d'être au beau fixe? L'Europe aurait été bien inspirée de montrer un peu plus de détermination pour montrer aux actuels dirigenants ukrainiens que leurs évolutions n'étaient pas acceptables. Quel intérêt les Polonais, qui

assurent la présidence du conseil de l'Union et qui sont, en qualité de voisin immédiat de l'Ukraine, les plus fervents supporters de ce sommet, avaient-ils à le maintenir alors qu'aucune annonce du projet d'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine ne sera paraphé. La sagesse et le bon sens auraient été de le reporter et de profiter de cette période pour rappeler les principes et les valeurs de l'Europe en matière de démocratie, de libertés fondamentales et de droits de l'Homme. L'Europe a perdu également l'occasion de s'affirmer avec force sur la scène internationale... Lire la suite

Suisse:

Eveline Widmer-Schlumpf élue presidente de la Suisse pour 2012



Le 14 décembre, l'actuelle ministre des Finances de la Confédération helvétique, Eveline Widmer-Schlumpf du Parti bourgeois démocratique (PBD), a été élue à la présidence par 174 voix par les parlementaires. E. Widmer-Schlumpf succède à la socialiste Micheline Calmy-Rey et présidera donc la Confédération helvétique en 2012. La présidence est assurée chaque année à tour de rôle par un des sept membres du

Conseil fédéral selon une liste préétablie selon l'ordre d'ancienneté. Pour la première fois de son histoire, la Confédération sera présidée par un membre du PBD... Lire la suite

OMC:

L'OMC compte désormais 157 membres



Le 16 et 17 décembre, l'adhésion de la Russie, du Monténégro et des îles Samoa à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été finalisée. L'OMC compte désormais 157 membres, dont tous les pays membres du G20. L'Union européenne se félicite de l'adhésion de la Russie, de Samoa et du Monténégro. En intégrant la Russie et les

autres pays dans le cadre de règles stables de l'OMC, l'Union européenne espère voir les relations commerciales s'approfondir... Lire la suite

Eurostat:

L'emploi en baisse dans la zone euro et dans l'Union européenne



Le 15 décembre, Eurostat a publié les chiffres de l'emploi dans la zone euro et dans l'Union européenne. Pour les deux zones, il est en baisse de 0,1% pour le 3e trimestre de l'année 2011. Sur un an, il a augmenté de 0,2% dans la zone euro, et baissé de 0,1% dans l'Union européenne. L'immobilier et la construction sont les secteurs les plus

touchés par la perte d'emplois, tandis que l'administration, les services publics et l'industrie sont ceux qui en ont créé le plus... Lire la suite

Le taux d'inflation annuel de la zone euro à 3%



Le 15 décembre, Eurostat a publié les chiffres de l'inflation pour le mois de novembre. Dans la zone euro, le taux d'inflation est de 3%, inchangé par rapport à novembre, mais en hausse de 1,1% sur un an. Dans l'Union européenne, le taux d'inflation est de 3,4%, là encore inchangé par rapport au mois précédent, mais en hausse de 1,1% sur

un an... Lire la suite

Excédent du commerce extérieur de la zone euro



Au moins d'octobre 2011, la zone euro a enregistré un excédent commercial de 1,1 milliard d'euros, selon une publication Eurostat du 16 décembre, soit deux milliards de moins qu'il y a un an. L'Union européenne dans son ensemble accuse en revanche un déficit de 11 milliards d'euros, en augmentation de 1,4 milliard sur un an... Lire la

suite

En 2010, le PIB par habitant varie selon les Etats membres



Selon les chiffres publiés par Eurostat le 13 décembre, le PIB par habitant en 2010 varie grandement d'un pays à l'autre de l'Union européenne, de 44% à 271% de la moyenne. En tête du classement se trouvent le Luxembourg puis les Pays-Bas, à l'opposé, la Bulgarie et la Roumanie. Le Royaume-Uni et la France affichent un résultat supérieur

d'environ 10% à la moyenne, tandis que l'Espagne et l'Italie se situent à proximité de cette moyenne... Lire la suite

Etudes/Rapports:

L'Union européenne face à la crise. Faut-il plus d'intégration?



L'institut français des relations internationales (IFRI) a publié une étude intitulée "L'Union européenne face à la crise. Faut-il plus d'intégration?" qui tente de répondre à trois problématiques. Dans un premier temps, il s'agit de s'interroger sur les différentes facettes de l'intégration. Dans un deuxième temps, les auteurs se penchent sur

l'évolution du projet européen et surtout, comment ses acteurs vont s'adapter (le couple franco-allemand, les Etats hors zone euro, les institutions européennes). Enfin se pose la question de la place de l'Union dans le monde, qui ne peut agir en vase clos... Lire la suite

Quelles évolutions après l'accord du 9 décembre?



La Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur (FRIDE) publie une étude après le sommet européen des 8 et 9 décembre derniers. Elle s'interroge sur la capacité des décisions prises à sauver l'euro, compte tenu des politiques d'austérité qui s'imposent partout en Europe et fragilisent la légitimité politique des Etats

européens. Elle juge que seule l'action politique conduite dans le cadre institutionnel européen commun peut être efficace... Lire la suite

Évolutions de l'emploi et de la situation sociale en Europe



Des mesures en matière sociale et d'emploi sont "nécessaires" pour garantir une reprise créatrice d'emplois en Europe, a indiqué le 15 décembre la Commission européenne. "Pour répondre efficacement à la crise économique en Europe et restaurer la croissance, nous devons agir simultanément sur les dimensions économiques et sociales de

cette crise", a affirmé le commissaire chargé des Affaires sociales, Laszlo Andor en présentant le premier rapport annuel sur les "évolutions de l'emploi et de la situation sociale en Europe". Les conclusions du rapport de la Commission indiquent comment la crise économique a aggravé les faiblesses structurelles de l'Europe telles que les inégalités de revenus et la disparition des emplois à salaire moyen, en particulier dans l'industrie manufacturière et la construction... Lire la suite

Statistiques de la BCE



La Banque centrale européenne a publié son bulletin mensuel de statistiques économiques pour le mois de décembre. Les chiffres témoignent d'une très légère reprise de l'emploi, mais aussi d'un fort renchérissement du financement sur les marchés pour les Etats membres, en hausse de 0,4% en un mois dans la zone euro. Par

ailleurs, les indicateurs de confiance sont tous à la baisse... Lire la suite

Publications:

La citoyenneté européenne



La Collection TRANS EUROPE EXPERTS publie un ouvrage sur "La citoyenneté européenne" dirigé par B. Fauvarque-Cosson, E. Pataut et J. Rochfeld. Cet ouvrage explore les avancées de la notion de citoyenneté européenne, introduite en 1992 avec le Traité de Maastricht. L'idée d'une Europe unie semble aujourd'hui menacée.

Peut-on fonder sur la citoyenneté européenne le projet de créer une nouvelle communauté de destin et d'intérêts, en Europe et au-delà?.. Lire la suite

Le dessous des Cartes



Les éditions Tallandier ont récemment publié "Le dessous des cartes" de Jean-Christophe Victor. L'ouvrage, divisé en trois thèmes : le basculement du monde, les violences du monde et le passage des frontières, est agrémenté de cartes explicites. Il nous donne les clés pour comprendre le monde où nous vivons et anticiper celui où nous

vivrons... Lire la suite

Culture:

Inscrivez-vous au Prix Charlemagne pour la jeunesse européenne!



Le Prix Charlemagne pour la jeunesse européenne incite les jeunes à s'investir en faveur de l'Union européenne, et à engager une réflexion nouvelle sur l'intégration européenne. Ce prix distingue les projets qui encouragent la coopération, le dialogue et la compréhension au sein de l'Union européenne, et contribuent à la construction d'une identité

européenne commune. Il est décerné chaque année par le Parlement européen et la Fondation du prix international Charlemagne d'Aix-la-Chapelle. Les trois meilleurs projets reçoivent une dotation respective de 5 000, 3 000 et 2 000 euros. L'inscription est encore possible jusqu'au 23 janvier 2012!.. Lire la suite

Berlin-Munich 1905-1920. Der Blaue Reiter vs Brücke



La Pinacothèque de Paris consacre une exposition aux deux courants fondateurs de l'Expressionisme allemand, très opposés, mais tous les deux très représentatifs de ce mouvement: "Der blaue Reiter" et "Brücke". L'exposition présentera, autour de cent cinquante œuvres de Kirchner, Nolde, Schmitt-Rottluff et Kadinsky, ces deux courants distincts de l'Expressionnisme allemand. L'exposition est ouvert

jusqu'au 11 mars 2012... Lire la suite

Le duo Klimt/Hoffmann au Belvédère à Vienne



A l'occasion du 150eme anniversaire de la naissance de Klimt (1862-1918), huit musées viennois proposent des expositions sur l'artiste et permettent ainsi de redécouvrir toiles, esquisses et études. Jusqu'au 4 mars 2012, le Belvédère Museum à Vienne, qui possède la plus grande collection des œuvres de Klimt, rend hommage à l'architecte et designer autrichien Joseph Hoffmann. Cette exposition montre la vision commune des deux artistes sur les aspects de la vie quotidienne... Lire la suite

Autre lien

Garibaldi et l'Italie



A l'occasion du 150ème anniversaire de l'Unité italienne, la Bibliothèque de la Chambre des députés accueille l'exposition "Garibaldi pour l'Italie - l'Italie pour Garibaldi" jusqu'au 20 janvier 2012. Le lien indissoluble entre le héros et son pays est gravé dans l'histoire de la République italienne. L'exposition retrace ce lien qui perdure encore aujourd'hui... Lire la suite

Jules Chéret, le pionner de l'affiche publicitaire



En coopération avec le Musée des Arts décoratifs de Paris, le musée "Villa Stuck" à Munich consacre une grande exposition à Jules Chéret (1836-1932) qui est le premier grand pionnier de l'affiche publicitaire. L'exposition qui était d'abord présentée à Paris, permet de découvrir l'oeuvre complète de l'artiste située à la frontière entre les arts décoratifs et les beaux-arts. L'exposition est ouverte jusqu'au 5 février

2012... Lire la suite

L'Agenda:



19 décembre Bruxelles Conseil Environnement

Sommet UE-Ukraine

Eurogroupe



22 décembre Conseil de la BCE









△ J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Pauline Massis Desmarest, Inga Groth, Charles de Marcilly, Pierre Thibaudat; Katrin Gebhard, Venise Ollivier, Jennifer Ruther, Julian Schorpp

> Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest Directeur de la publication : Pascale Joannin

> > Contact / suggestion

info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}